



FRANÇOIS-XAVIER DE  GUIBERT

HISTOIRE POLITIQUE

DANIEL GARBE

Préface de Philippe de Saint Robert

Alfred Fabre-Luce

*Un non-conformiste
dans le tumulte du XX^e siècle*

ALFRED FABRE-LUCE

Daniel Garbe

ALFRED FABRE-LUCE

*Un non-conformiste
dans le tumulte du XX^e siècle*

Préface de Philippe de Saint Robert

François-Xavier de Guibert
3, rue Jean-François Gerbillon, 75006 Paris

© Office d'Édition Impression Librairie (O.E.I.L.)

F.-X. de Guibert, Paris, 2009

www.fxdeguibert.com

ISBN : 978 2 7554 0307 7

ISBN pdf : 9782755411942

À Lucie et Milan

PRÉFACE

Daniel Garbe que voici s'est passionné pour la personne et l'œuvre d'Alfred Fabre-Luce. Puisque j'ai quelque part à cette publication, je m'autorise d'une dédicace qu'Alfred Fabre-Luce inscrivit à mon endroit, en 1964, sur l'un des ouvrages qu'il consacra à sa querelle avec le général de Gaulle, *Le couronnement du Prince* : « Avec ma sincère estime et amicale désapprobation ». C'est, à travers cet écrivain plongé depuis sa mort dans le purgatoire qui afflige tant de ses confrères, une époque que Daniel Garbe nous convie à revisiter, avec ses troubles et ses charmes équivoques. Il est vrai que, dans le souvenir qu'a laissé Alfred Fabre-Luce, la partie politique de son œuvre a pris le pas sur la partie littéraire. C'est regrettable, car si Daniel Garbe pouvait donner le goût de revisiter cette dernière part de l'œuvre, il aurait réussi sa démarche. Fabre-Luce aimait à dire avoir « vécu plusieurs siècles », ce qui n'était qu'une image. Ainsi rappelait-il avoir, dans sa jeunesse, rencontré sur la côte d'Azur, où vivait sa mère, une vieille dame très digne qui portait ses malheurs, l'impératrice Eugénie. Nous étions dans les années vingt.

Alfred Fabre-Luce demeure le témoin d'une éducation, et d'un art de vivre qu'elle engendrait, qui ont à peu près disparu de l'époque que nous traversons, où le « productivisme » et le « concurrentiel » à la baisse ont supplanté la curiosité et tout simplement l'intelligence – dont Barrès, il est vrai, disait qu'elle était « une petite chose à la surface de nous-mêmes ». Mais la surface, c'est ce qu'on voit d'abord, qui engage ou repousse. Dans son *Journal 1951*, Alfred Fabre-Luce nous livre cet aveu : « Un écrivain choisit ses pensées parce qu'il désire mener une certaine vie. Je ne prétends pas qu'il affirme pour cette raison le contraire de ce qui lui paraît vrai, mais qu'il oriente avec persistance sa curiosité et se fait déterminer par des circonstances qu'un instinct le pousse à concerter. S'il aime la solitude, ou si, tout simplement, il tient à garder à sa disposition le temps que font perdre les honneurs, il abordera volontiers les terrains délicats, il s'efforcera de démêler ces nœuds d'intérêts et de sentiments qu'une vaste conspiration protège. Pour lui, la sincérité n'est qu'un moyen, l'ostracisme est le but secret. Un but que, dans une certaine mesure, il s'impose, marquant ainsi un triomphe de sa nature la plus noble sur sa nature la plus vulgaire. » Cette inlassable curiosité et cet ostracisme secrètement recherché vont être les moteurs constants de son aventure intellectuelle d'une sensibilité irrémédiablement cérébrale. Nous approchons de ce que Baudelaire appelait « le plaisir aristocratique de déplaire ».

Il convient de partager et d'examiner les différentes époques qu'Alfred Fabre-Luce traversera en trois périodes. La première période, celle de l'avant-guerre, voit apparaître, dès 1924, avec un éclat qui le soutiendra longtemps, alors qu'il n'a pas trente ans, l'auteur d'un pamphlet, *La Victoire*, qui est une

critique insolente, à travers Raymond Poincaré qui en est encore tout auréolé, de la victoire elle-même et de ses conditions. Il est vrai que beaucoup d'hommes politiques français, s'ils n'ont pas voulu la Grande Guerre de façon active, laissant au Kaiser l'erreur de ses provocations, n'ont sans doute pas répugné à ce qui allait être la revanche tant attendue à cause de l'amputation de l'Alsace et de la Lorraine, revanche caressée par la célèbre formule : « N'en parlons jamais, pensons-y toujours ». Pourquoi Raymond Poincaré plutôt que Clemenceau ? Parce que Poincaré est soupçonné, lors de sa visite d'État en Russie peu avant la guerre, d'avoir poussé Nicolas II dans une alliance qui allait aboutir à la mobilisation de son pays et qui, en conséquence, allait, à terme, faire sombrer le trône des Romanov : ce que Daniel Garbe appelle « les énigmes de ses conversations de Saint-Pétersbourg ». C'est malheureusement l'une des fatalités de l'histoire que les causes, c'est-à-dire les erreurs, ne cessent de s'y entraîner les unes les autres. Le chancelier de Bismarck, remarquable homme d'État qui fit l'Allemagne moderne, n'eût-il pas cédé à l'État major impérial en annexant l'Alsace et la Lorraine – annexion dont il semble bien s'être douté qu'elle était une erreur – que la terrible guerre de 14-18 n'eût sans doute pas eu lieu. Mais comme le dira Guillaume II lui-même : « Ich habe das nicht gewollt ». Clio est une impitoyable Circé.

Alfred Fabre-Luce va se laisser emporter, à la suite de ce livre, par la célébration presque unanime de la pénétration de son esprit. Son grand homme est alors Joseph Caillaux qu'il voit comme « un aristocrate passé au service de la plèbe », aimant à citer à son sujet Anna de Noailles qui disait que l'on « rencontrait chez lui les gens avec qui on s'était brouillé à cause de lui ». Fabre-Luce ne voit pas en Caillaux le « pacifiste » brocardé par ses ennemis mais plus simplement le partisan de la « politique de paix » qu'il prônait depuis 1911. Il se rapprochera également un temps de Georges Mandel au motif de leur commune aversion pour Poincaré, mais ne tarderont pas à s'opposer. En 1924, la griserie de la victoire est déjà retombée, et Montherlant décrira le drame de Maurice Barrès, célébré en 1918 comme l'un des pères ou du moins l'un des auteurs intellectuels de cette victoire, finissant sa vie dans un délaissement presque réprobateur. C'est qu'au vu du bilan humain de cette coûteuse victoire la France est, elle, devenue réellement « pacifiste ». Alfred Fabre-Luce exprime alors une tout autre revanche que celle qui déclencha la guerre : celle des « pacifistes » contre les « va-t-en guerre » qui, reconnaissons-le, n'avaient pas été en mesure d'évaluer le prix d'une entreprise dont témoignent tragiquement tous les monuments aux morts des villages de France. Rappelons-nous les confidences du général de Gaulle à son aide de camp, le capitaine Claude Guy, attribuant le renoncement du comte de Chambord à une ultime Restauration en 1873, non pas tant à une ridicule histoire de drapeau qu'au pressentiment qu'il eut d'avoir à remobiliser la France pour recouvrer les provinces perdues, cédant à un avertissement qui lui vint de l'empereur d'Autriche, François-Joseph. La République rassurait Bismarck – pour un temps du moins. N'aurait-il pas dit : « Je leur f... la République » ?

La débandade du parlementarisme français à la fin de la III^e République et le pacifisme ambiant aboutirent aux Accords de Munich, après qu'on eut accepté la remilitarisation de la Rhénanie en dépit de quelques rodomontades

du genre de celles d'Albert Sarraut déclarant, sans en tirer les conséquences, que la France ne tolérerait pas que « Strasbourg soit à portée des canons allemands ». Il n'y eut que deux écrivains français pour dénoncer les Accords de Munich : Montherlant et Bernanos, et, le groupe communiste mis à part, un seul parlementaire, Henri de Kéris. Tout le monde s'en félicita, même l'Action française, au motif que nous n'étions « pas prêts », sauf qu'Hitler, on le sait maintenant, se fût replié si nous avions mobilisé. Les pacifistes seront au rendez-vous sinon du désastre (ne les accablons pas), du moins de l'armistice qui le conclut. Weygand n'a qu'une obsession : que les Allemands lui laissent assez de troupes pour mater une insurrection communiste – bien improbable puisque nous sommes encore à l'heure du Pacte germano-soviétique. Mais nos plénipotentiaires ne trouvent aucune objection à s'engager à livrer tous les juifs étrangers réfugiés sur notre territoire, sans qu'il leur vienne à l'esprit qu'ils se couvraient ainsi, et nous couvraient, de honte pour longtemps. Nous avons beaucoup de mal, aujourd'hui, à nous mettre dans l'état d'esprit des acteurs de cette époque : telle est la part d'injustice, ou plutôt d'incompréhension, des jugements que nous portons volontiers sur le passé, non seulement des autres mais des nôtres.

Nous abordons la seconde période de la vie politique de notre auteur. Alfred Fabre-Luce, avant la dernière guerre, s'inscrivait dans la tradition cosmopolite plus qu'internationaliste des grands bourgeois de gauche, de la tendance du parti radical (bien que n'en partageant pas l'anti-cléricalisme encore très agressif). Il y eut, qui se rallièrent à Vichy, beaucoup de gens de gauche, beaucoup de « technocrates » de l'époque – dont Raymond Abellio reste, sur le plan littéraire et technocratique, une figure emblématique. Animés d'un grand désir de réformes et de « ruptures » en réaction à la décadence du parlementarisme de la III^e République, ils ne se rendirent pas compte que, si l'on peut dire, ce n'était vraiment pas le moment de s'impatroniser en redresseurs des torts anciens qui nous avaient menés à la défaite, alors que le pays était occupé aux deux tiers et, pour le reste, sous tutelle de l'ennemi.

Dans ce contexte, Alfred Fabre-Luce pensa pouvoir continuer à exercer sa « magistrature d'influence » sans pour autant postuler à aucun poste, à aucun rôle dans le système « maréchaliste » auquel il s'était tout naturellement rallié. Il n'est pas nécessaire de revenir sur le handicap que constitua, pour la Résistance, le prestige passé du maréchal Pétain, avec son allure de « beau vieillard ». Rien ne brouilla davantage les cartes et les esprits. Ces troubles s'augmentaient des visions opposées de ceux qui, derrière le général de Gaulle, pensaient que l'Allemagne perdrait la guerre et qu'il convenait de rétablir la France dans le camp des futurs vainqueurs, et de ceux qui, derrière Pierre Laval, pensaient que l'Allemagne la gagnerait et qu'il convenait donc de se ménager une petite place dans le camp de l'Axe. Nul ne sait ce que Pétain pensait à cet égard : il s'était mué en attentiste. Fabre-Luce manifestera à l'endroit du maréchal Pétain un sentimentalisme qui apparaît peu fréquemment chez lui. En 1946, dans *Hors d'atteinte* (ouvrage publié à compte d'auteur), il s'en expliquera ainsi : « L'histoire du maréchalisme (je ne parle pas des traîtres à la solde de l'Allemagne) est celle d'une lutte entre des passions nobles, où la pitié entraine en conflit avec l'honneur, l'instinct de conservation

avec l'instinct de révolte, la fidélité au sol avec la fidélité aux idées. » Il se rendra en 1951 aux obsèques du Maréchal à l'Ile d'Yeu.

Le pari de Pierre Laval se révéla illusoire. Il me souvient d'avoir, à la fin de sa vie, interrogé Jacques Benoist-Méchin (qui n'avait pas craint de faire le pèlerinage de Berchtesgaden) sur ce qu'il pensait, avec le recul, de la collaboration qu'il avait engagée, soutenue et prêchée, pour m'entendre répondre : « Ne m'en parlez pas, Hitler n'y croyait pas ». A vrai dire, c'était pire : il n'en voulait pas. Ce que crut alors Laval, c'est que, dans l'Europe allemande qui se réaliserait en cas de victoire du Reich, celui-ci ne chercherait pas à exporter l'idéologie nazie qui, d'après lui, resterait d'un usage exclusivement interne au III^e Reich. C'était aussi naïf que d'imaginer comme un bienfait de ne pas séparer les enfants juifs de leurs parents envoyés en déportation : tant d'erreurs qui nous apparaissent si clairement aujourd'hui, comment ont-elles pu ne pas être seulement soupçonnées des acteurs politiques de l'époque ? Fabre-Luce confessa dans *L'Épreuve* : « Au début, beaucoup d'entre nous n'ont pas été assez attentifs à la part diabolique du nazisme. » La charité n'est pas le fort de Jupiter.

Daniel Garbe, qui ne cache pas son empathie pour le personnage de sa biographie, a l'honnêteté de ne rien dissimuler des critiques dont ses écrits furent l'objet. Deux volumes d'un *Journal de la France* très vichyste, et, surtout, une *Anthologie de la Nouvelle Europe* (1942) où des auteurs comme Paul Valéry, André Gide, Charles Péguy, se voyaient côtoyer à leur esprit défendant des textes d'Adolf Hitler, de Benito Mussolini et d'Alfred Rosenberg, marquent cette période. Le troisième volume du *Journal de la France*, publié en 1943, sans avoir été préalablement soumis à la censure, valut à son auteur une arrestation puis une incarcération par la police allemande, à la prison du Cherche-Midi. Alfred Fabre-Luce reconnaissait alors que le Reich allait perdre la guerre. C'est en Giraud qu'il met ses complaisances et ses espoirs : ce brave général, on le sait, ne voulait surtout pas « faire de politique » et n'avait d'autre ambition que de mettre, au service des alliés, comme supplétives, celles de nos troupes qui avaient été préservées en Afrique du Nord, mais il ne lui venait pas à l'idée que la France dût paraître souveraine dans le camp des vainqueurs. Giraud est donc, on l'aura compris, l'homme de Roosevelt et, Darlan exécuté, le pion du président américain contre la France Libre.

L'attitude des intellectuels et des écrivains pendant la guerre a tout naturellement nourri à la Libération les fantasmes politiques et moraux suscités par ce que l'on a identifié comme un esprit de collaboration avec l'Occupant, qui ne pouvait que paraître répréhensible au moment des règlements de compte. Il y eut certes plusieurs formes d'engagement regrettable de la part des écrivains et des intellectuels, à l'égard desquels on ne pouvait faire abstraction de leur influence sur l'opinion publique. On pouvait même penser que leur notoriété les rendait d'autant plus responsables. Les actes de collaboration, ou simplement de « vichysme », ont occasionné à la Libération une très vive répression où s'engouffrèrent trop souvent du ressentiment, de la jalousie ou de la vengeance, peu compatibles avec le souci de patriotisme dont ils se paraient. Après les amnisties des années cinquante, cette apparente guerre civile de nature intellectuelle s'atténua et nombre d'écrivains qui

avaient été dénoncés et parfois condamnés ont pu reparaître sur la scène littéraire, au prix parfois de réconciliations aussi surprenantes que celle que nous voyons ici entre un Alfred Fabre-Luce et un Raymond Aron.

Abordons la troisième période de la vie politique de notre auteur. Le jeune homme que j'étais au lendemain de la guerre découvrit Alfred Fabre-Luce, non comme écrivain politique, mais comme auteur dramatique. J'achevais à Rouen mes études secondaires et, dès qu'il y avait de petites vacances, je venais à Paris chez mes grands-parents et j'employais mes modestes économies en places de théâtre. C'est ainsi que je vis *Comme les dieux* en 1954, la seule pièce de théâtre d'Alfred Fabre-Luce qui eut quelque succès, où l'auteur mettait en scène les amours incestueuses de Byron avec sa demi-sœur. J'ai encore un souvenir très présent de cette représentation qui m'avait enchanté. A quelques années de là, « monté » à Paris faire mes études de droit, je me liais avec ses enfants, bien qu'ils fussent plus jeunes, et fus ainsi souvent « reçu » avenue Foch. Le général de Gaulle était revenu au pouvoir et je m'enthousiasmais pour ce qui s'ensuivit, ce qui évidemment n'était pas le cas d'Alfred Fabre-Luce qui, toutefois, comme son biographe le rappelle, s'était montré favorable à la constitution de 1958 dans la mesure où elle comportait un renforcement du pouvoir exécutif qu'il avait lui-même préconisé avant-guerre. Il écrira encore dans son *Journal 1951* : « Les conditions du siècle appellent à un renforcement du pouvoir exécutif. »

Cette faveur ne dura pas, encore que la position d'Alfred Fabre-Luce sur la solution du problème algérien, avec le recul, ne m'apparaît pas clairement. Sa position d'homme de droite était certainement beaucoup plus proche de celle de Raymond Aron que de celle des partisans de l'« Algérie française », mais leurs motivations étaient très différentes de celles du général de Gaulle, qui voulait que la France recouvrît une pleine liberté d'action sur le plan international, alors qu'eux-mêmes n'envisageaient aucunement de prendre la moindre distance avec l'« atlantisme » qui était la bible politique de la droite conservatrice, dont Raymond Aron s'était fait, notamment dans *Le Figaro*, le porte-plume hebdomadaire. C'était, on ne s'en étonnera pas, la ligne du journal d'une bourgeoisie française qui avait retrouvé ses marques.

La révélation de ce livre est l'étrange et très inattendu tandem intellectuel que vont dès lors constituer Alfred Fabre-Luce et Raymond Aron, soudain réconciliés par leur commune aversion pour le général de Gaulle et sa politique. Dès son *Journal 1951* Fabre-Luce évoque une soirée avec Raymond Aron : « De Londres, pendant la guerre, il écrivait de moi des choses peu aimables, et je crois bien lui avoir par la suite retourné quelques pointes. » Nous sommes dans la litote car les apostrophes « peu aimables » de Raymond Aron étaient véritablement injurieuses. « Aucune importance », écrit alors Alfred Fabre-Luce : « Si nous nous laissions aller à constater l'identité de nos jugements sur la plupart des questions, nous finirions par reconstruire comme un puzzle, un Aron et un Fabre-Luce identiques, ce qui serait faux. D'ailleurs s'il devenait moi et si je devenais lui, nous devrions renoncer à nous parler d'un côté à l'autre d'une table de marbre et nous ne pourrions boire qu'une chope de bière au lieu de deux. Ne corrigeons donc pas nos écrits. »

Je me sens d'autant plus à l'aise pour souligner cette connivence que je n'ai jamais donné dans le conformisme admiratif dont Raymond Aron fait l'objet, en général, dans la classe intellectuelle d'aujourd'hui. Dès Londres, dans la revue *France Libre* que dirigeait André Labarthe, Raymond Aron s'en prenait au Général prématurément accusé de « bonapartisme ». C'était pour le moins déplacé. Il est vrai que Raymond Aron rejoindra brièvement le R.P.F. à l'époque où, le Général étant retiré du pouvoir, ce mouvement axera ses campagnes sur un militantisme anti-communiste et anti-soviétique qui ne pouvait que réjouir un moment le futur auteur de *l'Opium des intellectuels*. Nous étions en pleine guerre froide, mais notre alliance atlantique n'empêchait nullement les Américains de nous tirer dans les pattes tout autant que les Soviétiques en Afrique du Nord. L'atlantisme fut, quant à lui, et ne cesse apparemment pas d'être, l'opium d'une certaine droite française qui n'eut recours au général de Gaulle que pour résoudre le problème de la décolonisation qu'elle était incapable de maîtriser. Ce n'est pas le lieu d'examiner ici les motivations profondes de ce parti pris d'inféodation de la France aux États-Unis, dont nous voyons encore reparaître les fantasmes bien que l'Union soviétique se soit effacée, idéologiquement et même militairement, du paysage agressif de l'Europe.

Le syndrome de Weygand en 1940, s'inquiétant plus des communistes que de la capitulation elle-même, va nourrir paradoxalement, au moment de la Libération, l'opposition au général de Gaulle – qui, pourtant, s'emploiera immédiatement à démobiliser les factions et les milices issues de la Résistance intérieure, et ne cessera jamais de s'en prendre au totalitarisme, lequel reparaît, diabolisé comme épouvantail, dans son discours du 30 mai 1968. Que le général de Gaulle ait parfois tenté de s'appuyer sur la Russie pour faire contre-poids, en Europe, à un retour de la puissance allemande, n'a rien à voir, quoi qu'en pense le petit-fils du général Giraud à qui on ne saurait reprocher de réhabiliter la mémoire de son grand-père, avec une quelconque complaisance pour le régime soviétique dont le Général a, bien longtemps avant tout le monde, prévu l'échec puis la chute, au point que certains s'étonnaient qu'il parlât plus souvent de la Russie que de l'Union soviétique : est-ce qu'on reproche à Richelieu de s'être parfois allié aux puissances protestantes allemandes afin de contenir les ambitions de la Maison d'Autriche ?

Daniel Garbe écrit : « l'anti-communisme "primaire" que Fabre-Luce éprouvait depuis 1928 se trouvait justifié par le contempteur le plus impitoyable que le communisme et le marxisme ait jamais trouvé, et dont le combat quasi solitaire finira en triomphe final, mais seulement après 1989 avec l'effondrement de l'empire soviétique. (...) Fabre-Luce est définitivement conquis par cette vision pénétrante et novatrice qui impose Raymond Aron comme un penseur de tout premier plan. » Quant au rôle réel de Raymond Aron dans l'effondrement de l'empire soviétique, on me pardonnera d'en douter et de penser que celui de Jean-Paul II fut plus efficace et plus déterminant. Mais Aron et Fabre-Luce ont au système capitaliste, donc anglo-saxon, un attachement qui n'est pas seulement, du moins en ce qui concerne Fabre-Luce, celui des intérêts d'une classe sociale, mais qui est

d'une nature quasi-idéologique dont l'hypertrophie se révélera, bien qu'ils ne soient plus là ni l'un ni l'autre pour s'y complaire, après la chute du Mur.

Cela explique que, de ce point de vue, ils redoutent l'un et l'autre les idées du Général en matière sociale, celle de la « troisième voie » dont celui-ci écrivit à Marcel Loichot, auteur d'une théorie remarquée mais sans doute quelque peu utopiste du pancapitalisme, qu'elle avait été toute sa vie l'objet de ses recherches. De Gaulle était dans la lignée de René de la Tour du Pin, de Montalembert, de Lacordaire, d'Albert de Mun, bref de tout ce qu'il a été convenu d'appeler le « catholicisme social », soutenu parfois par quelques encycliques pontificales. Une bête noire pour nos ultras du libéralisme anglo-saxon : Raymond Aron mènera dans le *Figaro* une guerre quasiment injurieuse contre les idées défendues alors par les « gaullistes de gauche », rassemblés à *Notre République* autour de Louis Vallon, de René Capitant, de Marcel Loichot, de Frédéric Grendel (et accessoirement de l'auteur de cette préface), et fera licencier du journal un jeune journaliste (devenu depuis académicien) qui s'était permis de critiquer... les multinationales qui abusaient de leur position dominante. C'est qu'il n'y avait pas qu'une sorte d'opium dans les rayons des bibliothèques. Non plus qu'un seul « fourgon de l'étranger ».

Après 1943 et son ralliement au « giraudisme », Alfred Fabre-Luce écrit dans le tome III de son *Journal de la France* : « En mai 1943, le général de Gaulle arrive à Alger, amenant le Front populaire dans ses fourgons. Les anciens députés communistes, aussitôt libérés, reprennent leur propagande et participent à la nouvelle Assemblée consultative. » Il est loisible de mesurer aujourd'hui le caractère particulièrement injuste de cette assignation. Le cas d'Alfred Fabre-Luce, passionné de politique, et de politique très active par ses écrits, est cependant singulier. Je n'ai pas abordé le problème de sa position à l'endroit des mesures anti-juives de Vichy. Son biographe le lave de tout soupçon par une analyse de texte assez probante, mais qui ne dissipe pas quelques ombres hésitantes. Emmanuel Berl, qui se fichait de la politique mais avait tout de même écrit quelques discours du Maréchal (ne lui doit-on pas la phrase célèbre : « La terre ne ment pas » ?) et qui pour autant ne reniait pas ses origines, écrit en 1962 à son grand ami Alfred, au sujet du premier tome de ses Mémoires, *Le grand jeu* : « Cher Alfred, j'ai été sensible à ton livre plein des ombres de ma propre jeunesse et des souvenirs de mon amitié pour toi. Je ne pense pas que le juif le plus chatouilleux – Dieu sait s'ils peuvent l'être – puisse être le moins du monde froissé par le chapitre que tu leur consacres. Mais je trouve qu'il illustre celui où Péguy dit aux anti-philosémites : Vous croyez que vous connaissez bien les juifs. Vous ne les connaissez pas. Ceux qui sont riches connaissent les juifs riches, etc. Il est probable que l'historien qui se référerait à ton chapitre par ailleurs si plaisant se ferait une idée singulièrement fautive de la juiverie parisienne des années 30. »

Il est vrai que Fabre-Luce – pas plus, par exemple, que Paul Morand – , non plus que quelques autres de leur milieu, ne cherchaient leurs amis juifs dans les quartiers du Sentier ou du Marais d'alors, ce qui engendra, dans leur comportement « mondain », une certaine schizophrénie que nos contemporains ont tendance à ne pas excuser, faute de la comprendre. Ne sommes-nous pas confrontés aujourd'hui à un phénomène du même genre, où certains

« nouveaux philosophes » sont passés maîtres en manipulation, qui consiste à assimiler toute critique de la politique israélienne – dont l’expansionnisme et les méthodes sont difficilement acceptables – avec un prétendu néo-antisémitisme de circonstance, qui résulte d’un amalgame malhonnête, sans doute conscient de l’être, et qui sert à faire taire toute critique sur ce sujet douloureux ?

La liberté que le général de Gaulle fait prendre à la France par rapport aux États-Unis et à leurs ambitions hégémoniques – mouvement de retrait largement accentué lors de la guerre du Viet-nam et proclamé avec le célèbre discours de Phnom Penh – rassemble Fabre-Luce et Aron dans une commune réprobation, à quoi vont s’ajouter la condamnation par la France de la guerre des Six Jours (qui est pour Aron l’occasion bien tardive de s’identifier tant soit peu à la cause israélienne), le discours de Montréal – mais surtout la conception que se fait le Général d’une construction européenne opposée à celle de Jean Monnet, qui est alors la tarte à la crème de tous les milieux « centristes » héritiers de la mourante démocratie chrétienne. En ce qui regarde les conceptions européennes d’Alfred Fabre-Luce, Daniel Garbe leur trouve une définition rigoureuse en parlant d’« euro-germanisme ». Naturellement, la réconciliation franco-allemande apparaît, dès le lendemain de la guerre, comme une nécessité dans l’esprit de tous, mais elle n’est pas jouée d’avance comme va le manifester le rejet de la Communauté européenne de défense (C.E.D.) par la IV^e République, acté en 1954 par Pierre Mendès-France, moment auquel il semble que le réarmement de l’Allemagne ne soit pas mûr dans nos esprits. Le plus étrange cependant, c’est que celui qui fera le plus, dès son retour aux affaires, pour sceller cette nécessaire réconciliation sera le général de Gaulle, sans que ceux de ses adversaires qui se voulaient ou se croyaient plus « européens » que lui, lui en soient le moins du monde reconnaissants, non plus qu’ils ne lui furent reconnaissants d’avoir permis au traité de Rome, à l’endroit duquel il avait, lors de sa signature, exprimé beaucoup de réserves, d’entrer en vigueur grâce au Plan Rueff et à ses effets d’assainissement de l’économie française.

Le monde d’Alfred Fabre-Luce peut parfois donner l’impression d’un certain dilettantisme, ce qui n’est pas une critique mais, nous l’avons dit, l’effet de son éducation d’un autre siècle prolongée jusqu’à l’extrême du vingtième siècle. Sa curiosité le faisait s’intéresser à tout, bien que la passion politique y dominât toujours. Sa *Lettre ouverte aux chrétiens* (1969) nous révèle un drôle de paroissien qui se déclare plus intéressé par Jésus que par Dieu : « Dieu est pour moi, d’une part, l’hypothèse d’un certain ordre du monde selon lequel j’entends vivre, d’autre part la force morale contraignante que je sens surgir au fond de moi dans les grands moments de l’existence. » Il récuse ou du moins déclare vouloir employer le moins possible les mots *Dieu, transcendant, miracle*, et va chercher sa manne spirituelle aux colloques des intellectuels catholiques. Ses interrogations sur la mort sont incessantes : mais s’agit-il de l’angoisse personnelle qu’il a de l’inconnu, ou bien de la métamorphose intellectuelle du concept social de la mort ?

Il y avait en lui du Montaigne, ce qui le poussa à un examen constant et aigu du monde où il vivait, à une passion des idées qui ne laissa de le porter à un certain orgueil, au point de lui faire écrire : « En 1951 (...) le penseur scrupuleux »

puleux doit accepter l'isolement : ce sacrifice est sa façon de se rapprocher des saints. » Ainsi veut-il se placer au rang des grands réformateurs, jusqu'à écrire : « Le christianisme peut se conserver longtemps encore sous sa forme présente. Il ne peut plus mordre sur l'adversaire sans adapter son message. » On aura compris qu'Alfred Fabre-Luce est un homme du passé qui ne rêve qu'à embrasser tout le mouvement de la pensée moderne.

Lors de la publication du second tome de *Vingt années de liberté, L'Épreuve*, il fut violemment attaqué par Bernard Frank pour s'en être pris à Sartre et Beauvoir avec une sévérité que Bernard Frank ne supporta pas. Une fois n'étant pas coutume, je pris la plume dans *Combat* du 29 novembre 1963 en défense de notre mémorialiste. J'écrivais : « Qui est Fabre-Luce ? La question n'est peut-être pas définitivement tranchée par ce livre ; l'écrivain n'a pas tout dit. Naguère, il mit en scène une pièce où Byron et sa sœur rêvaient d'être "comme les dieux", c'est-à-dire inaccessibles au premier mouvement de curiosité des hommes. Il y a toujours dans un homme qui se livre quelque chose de plus que lui-même, en même temps qu'une quête d'autrui. C'est une démarche que chacun observe avec sympathie, où il retrouve l'expression d'une aspiration secrète. Mais cela n'a de sens que dans une civilisation comme la nôtre, dont la personne humaine est la justification. »

Au terme de cette promenade dans notre proche passé, à travers la vie publique d'un écrivain qui voulut se porter peut-être à de trop nombreux combats intellectuels, parfois politiques et moraux, je pense que notre biographe a fait en sorte de nous laisser juges en nous donnant seulement à voir, à nous pencher sur le destin d'un homme qui nous apparaît si souvent comme excessivement passionné tout en ayant toujours donné à ses interlocuteurs le sentiment d'être un homme froid, terriblement cérébral. Daniel Garbe nous le dépeint jusqu'à la toute fin de sa vie comme préoccupé de se justifier. Disons que la repentance ne fut pas son fort et, comme on sait à quel degré d'hypocrisie elle est aujourd'hui poussée, dans notre vie collective, on ne saurait trop lui en vouloir d'avoir toujours été, à travers les vicissitudes que cela lui a valu, au fond fidèle aux idées de sa jeunesse. « Je n'aime pas, m'écrivit-il un jour, qu'on me donne des leçons de patriotisme. » Certes, serait-on tenté de penser, mais tout de même... On peut voir dans ses entêtements, qui lui coûtèrent cher, soit une forme d'irascibilité soit une forme de courage. Le dilemme d'Alfred Fabre-Luce se ramène peut-être à la constatation qu'il n'y eut pas, pour lui, de dilemme. Le temps, qui dépouille beaucoup de contradictions, clarifie beaucoup de paradoxes et nous porte à une réflexion sereine sur les comportements qui gardent leur secret.

P.S.R.

RÉPONSE DE DANIEL GARBE À MONSIEUR PHILIPPE DE SAINT ROBERT

Cher Monsieur,

Vous avez aimablement accepté de préfacer cette biographie consacrée à Alfred Fabre-Luce. Je vous en remercie et réjoui d'un tel appui... anticonformiste à la présentation d'un ouvrage consacré à un écrivain qui fut lui aussi et oh combien un anticonformiste !

En effet, je savais que vous l'aviez connu personnellement et votre réputation d'archéo-gaulliste n'était pas pour me déplaire. Je n'avais pas été scandalisé après 1965 par la sortie de l'OTAN, le Québec libre, le discours de Phnom Penh. Le grand carnaval de 1968 ne fit que renforcer ma conviction gaulliste.

Tout cela date cependant d'il y a fort longtemps et je me disais que les vieilles querelles avaient dû s'estomper...

Mais je pressentais aussi, au fond de moi-même, que le parcours d'Alfred Fabre-Luce après la guerre tout comme ses accointances avec Raymond Aron, que je mettais en pleine lumière, n'iraient pas sans susciter beaucoup de réticences de votre part.

Je n'ai jamais fait partie d'aucun sérail, qu'il soit politique, journalistique ou intellectuel. En dehors de quelques étiquettes accolées à votre nom, je ne savais rien de vous. Je n'avais surtout rien lu de vous, comme il en avait été d'ailleurs pour Alfred Fabre-Luce, avant que je ne prenne la décision d'entreprendre sa biographie. Le moment était donc venu de faire plus ample connaissance avec mon futur préfacer.

Je lus d'abord la transcription d'un long entretien¹ que vous aviez accordé en 1994 à France Culture sur votre parcours intellectuel et politique. Il faisait ressortir que vous aviez été l'interlocuteur du général de Gaulle. Vous avez même été le confident de Georges Pompidou pendant son quinquennat de Président de la République. Il vous avait alors pardonné les offenses que vous lui aviez faites lorsqu'il était Premier ministre.

Deux passages de cet entretien ont tout de suite retenu mon attention. Le Général vous aurait confié un jour : « C'est parce que nous ne sommes plus une grande puissance que nous devons faire une grande politique, parce que si nous ne faisons pas une grande politique, comme nous ne sommes plus une grande puissance, nous ne serons plus rien. »

Le second passage a trait à une de vos convictions pendant la Guerre froide selon laquelle « on exagérait énormément la menace soviétique sur l'Europe occidentale, pour justifier l'hégémonie américaine. »

1. Cet entretien de 48 pages avec Gilles Brochard peut être consulté en cliquant, à la fin de la notice Wikipédia de Philippe de Saint Robert, sur la rubrique Liens externes : une biographie et un entretien.

Une telle conception de la politique dite de grandeur avait été combattue par Alfred Fabre-Luce qui considérait que la menace communiste, tant sur le plan intérieur qu'extérieur, était bien réelle et justifiait une alliance étroite avec les États-Unis.

C'est toutefois la découverte fortuite de votre livre *Le secret des jours, une chronique sous la V^e République*² qui m'a permis de mesurer votre réelle dimension. Sous votre image convenue de polémiste, qui semble d'ailleurs vous peser, car vous dites souvent en citant Bernanos « Quand on me traite de polémiste, j'ai l'impression qu'on me traite de vieux dégoûtant », se révèle à mon sens, sans flagornerie, un grand moraliste politique. Votre livre tranche, et de loin, sur beaucoup d'ouvrages de circonstances ou biographiques consacrés à Charles de Gaulle, Georges Pompidou, Jacques Chirac et François Mitterrand, que vous avez eu la chance de rencontrer, voire de fréquenter d'assez près. Vos portraits sont des chefs-d'œuvre du genre avec une finesse de trait, mais aussi pour les deux derniers Présidents, une lucidité cruelle peu commune.

Vous êtes à cent lieues des convictions d'Alfred Fabre-Luce, mais vous faites preuve de la même liberté d'esprit, sans vous préoccuper de plaire ou de déplaire. Comme lui, vous ne pratiquez pas la langue de bois et vous avez aussi beaucoup de style.

Ces explications méritent d'être données, car nos lecteurs pourraient s'étonner qu'une préface, normalement censée introduire l'ouvrage, mette à ce point en cause son personnage principal et s'apparente plutôt à une libre critique. Vous ne pouviez vous renier et vous vous êtes en quelque sorte mis dans le rôle du procureur, formulant presque un acte d'accusation.

Ayant joué le rôle d'avocat de la défense, je me permettrais donc de faire moi-même un commentaire de quelques unes de vos remarques qui me paraissent devoir être nuancées.

Je ne me sens pas moi-même mis en cause par vos critiques, car si vous soulignez mon empathie pour mon personnage, vous reconnaissez aussi le caractère exhaustif et non complaisant de mon travail. L'objectif que j'ai poursuivi en me lançant dans cette biographie n'était pas politique, mais historique et littéraire, pour sortir de l'oubli un écrivain certes critiquable sur certains points, mais attachant par de nombreux aspects. Une de vos remarques appelle cependant une réponse de ma part.

Vous avez regretté que je n'aie pas suffisamment privilégié le versant littéraire de l'œuvre d'Alfred Fabre-Luce. Je maintiendrai pourtant mon point de vue, j'ai consacré un chapitre entier aux circonstances de sa découverte par Jacques Rivière et Albert Thibaudet. J'ai eu récemment le plaisir de relire le long article que ce dernier dédia à Alfred Fabre Luce dans la NRF d'octobre 1922, article qu'Antoine Compagnon a fait figurer dans son édition *Bouquins* des œuvres de Thibaudet. La liste serait fort longue de tous les écrivains d'entre les deux guerres dont je relate les relations avec Alfred Fabre-Luce, et ce, avec beaucoup de citations à l'appui.

2. Philippe de Saint Robert : *Le secret des jours, une chronique sous la V^e République* chez J.-C. Lattès, Paris, octobre 1995, 632 pages.

Après ces préliminaires, abordons le fond, c'est à dire les critiques que vous adressez à Alfred Fabre-Luce lui-même.

La première a trait à son livre *La Victoire*, dont vous dites qu'il s'agit « d'une critique insolente, à travers Raymond Poincaré qui en est encore auréolé, de la victoire elle-même et de ses conditions. » Or, Alfred Fabre-Luce ne s'est jamais élevé contre la victoire de la France, incarnée par Clemenceau, ce qui aurait été ignominieux. Il reprochait surtout à Poincaré, qui s'en est d'ailleurs toujours défendu, d'avoir encouragé un peu légèrement le tsar Nicolas II à la mobilisation en juillet 1914, ce qui a enclenché dès lors l'engrenage fatal menant à la guerre.

La seconde remarque s'applique à la question : Alfred Fabre-Luce fut-il un pacifiste ?

Vous commencez par une phrase juste : « Fabre-Luce ne voit pas en Cailiaux le pacifiste brocardé par ses ennemis, mais plus simplement le partisan de la politique de paix qu'il prônait depuis 1911 », mais la suite l'est un peu moins :

« Alfred Fabre-Luce exprime alors une tout autre revanche que celle qui déclencha la guerre : celle des « pacifistes » contre les « va-t-en guerre » qui, reconnaissons-le, n'avaient pas été en mesure d'évaluer le prix d'une entreprise dont témoignent tragiquement tous les monuments aux morts de France. »

Alfred Fabre-Luce, à mon sens, ne fut pas un pacifiste, c'est à dire dans un langage polémique qui revient souvent, un « capitulard », un « munichois », un « pétainiste », celui qui renonce toujours. Il fut un des seuls, dans un article prémonitoire publié le 25 janvier 1936 dans la revue de Louise Weiss, *L'Europe Nouvelle*, à envisager la nécessité d'une action militaire de la France en réplique à une réoccupation militaire éventuelle de la Rhénanie par Hitler. Cette remilitarisation de la Rhénanie eut bien lieu deux mois plus tard, sans réaction de la France et de l'Angleterre. Nous savons maintenant qu'une telle réplique effectuée en mars 1936 aurait été couronnée de succès, alors qu'en septembre 1938, au moment de la conférence de Munich, la balance des forces s'était déjà inversée en faveur de l'Allemagne.

Par ailleurs, votre charge contre Weygand, que je me garderais bien de défendre, est suivie d'une inexactitude sur une des clauses de l'armistice de juin 1940. « Nos plénipotentiaires ne trouvent aucune objection à s'engager à livrer tous les juifs étrangers réfugiés sur notre territoire, sans qu'il leur vienne à l'esprit qu'ils se couvraient ainsi, et nous couvraient, de honte pour longtemps. » En fait, l'article 19 de la convention d'armistice, tout entière rédigée par les Allemands et que le gouvernement français fut contraint d'accepter en bloc, prévoyait la livraison des ressortissants allemands désignés par le gouvernement du Reich, qui se trouvaient en territoire français. Le gouvernement de Pétain a trouvé cette clause déshonorante, mais le général Huntziger a dû la signer devant l'inflexibilité de Keitel. Ce dernier s'est borné à préciser verbalement que les réfugiés allemands dont le Reich exigerait la livraison seraient les « incitateurs à la guerre ». C'est en vertu de cette clause que l'industriel Thyssen et sa femme, ainsi que les dirigeants socialistes Breitscheid et Hilferding furent livrés ignominieusement aux Allemands.

Je ne reviendrai pas sur votre opposition frontale avec Alfred Fabre-Luce (et Raymond Aron) à propos de « l'atlantisme », de même que sur l'Europe (maintenant entre les partisans de la constitution européenne et les contempteurs de l'Europe déraisonnable). Les arguments des deux camps se défendent légitimement et ne méritent pas les anathèmes lancés de part et d'autre. Ces deux grands débats existent depuis cinquante ans et continueront encore longtemps.

En revanche, je pense que vous vous êtes laissé trop emporter en affirmant que « Aron et Fabre-Luce ont au système capitaliste, donc anglo-saxon, un attachement qui n'est pas seulement, du moins en ce qui concerne Fabre-Luce celui des intérêts d'une classe sociale, mais qui est de nature quasi idéologique. »

Le capitalisme n'est pas né, que je sache, aux États-Unis mais bien en Europe. Il remonte, selon Braudel et les meilleurs auteurs d'histoire économique, à une période que vous affectionnez, celle de l'ancienne France de la Monarchie. Fabre-Luce et Aron n'ont jamais été des « ultras du libéralisme anglo-saxon ». Fabre-Luce, par fidélité mais aussi certainement par reconnaissance à l'égard de son grand-père André Germain et de son père, qui ont été de grands créateurs et chefs d'entreprise et non pas des spéculateurs du capitalisme financier tel qu'on l'a connu récemment, était très attaché intellectuellement à la libre entreprise et n'aimait pas le dirigisme. Aron était pour sa part en faveur d'un capitalisme régulé de type keynésien, tel qu'il a été pratiqué en France jusqu'à sa mort.

Enfin, le général de Gaulle était certes nourri de « catholicisme social ». Cela ne l'a pas empêché de confier le plan de redressement économique et financier de 1958 à Jacques Rueff qui est resté son conseiller pour les questions monétaires internationales. Il a fait de Pinay, Baumgartner et Giscard d'Estaing ses ministres des Finances. Georges Pompidou, à l'époque directeur de la Banque Rothschild, a été nommé par lui Premier ministre et est resté à ce poste pendant plus de cinq ans. Alfred Fabre-Luce et Raymond Aron ont toujours approuvé l'action de ces responsables économiques et financiers qui étaient des libéraux, mais pas des ultra-libéraux. Ces hommes assez éloignés du catholicisme social n'ont pas été des suppôts du capitalisme américain et ont bien défendu les intérêts de la France sous les ordres du Général.

J'espère que vous ne serez pas chagriné par ces quelques remarques que je me suis permis d'ajouter à votre préface. Elles sont inhabituelles, mais elles permettront d'aider nos lecteurs à commencer de se faire leur propre opinion sur Alfred Fabre-Luce.

Vous n'aimez pas trop le libéralisme, mais je vais en invoquer une modalité : le libéralisme intellectuel que, j'en suis persuadé, vous ne récuserez pas, car vous acceptez de le mettre ici en action. Il faut saluer votre initiative et votre générosité, ainsi que celle de François-Xavier de Guibert, qui devraient permettre de faire enfin revivre la mémoire injustement oubliée d'Alfred Fabre-Luce.